

POLITIQUE LINGUISTIQUE

Entre le monolinguisme d'Etat et

Les ordonnances et lois sur la généralisation de l'arabisation (terme ambigu) montrent par défaut les choix effectués par le gouvernement.

En effet, la politique linguistique de l'Etat algérien peut être définie en creux à travers les dispositions légales suivantes : l'Ordonnance présidentielle de 1976, la loi 05-91 portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe ; l'Ordonnance présidentielle 96-30 du 21/12/1996 modifiant et complétant la loi 91-05 du 16/01/1991 portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe ; la Constitution amendée en 2002 ; et enfin la loi d'orientation sur l'éducation nationale de 2008.

La loi 05-91 prévoit dans son chapitre (IV) dispositions pénales (sic) des sanctions sévères contre ceux qui contreviendraient à la décision gouvernementale de généraliser l'utilisation de la langue arabe (art 29 à 35).

L'ordonnance 96-30 enfonce le clou et généralise davantage :

- son article 2 modifie l'article 11 de la loi 05-91 comme suit : «Les échanges et les correspondances de toutes les administrations, entreprises et associations, quelles que soient leur nature, doivent être en langue arabe» ;

- son article 4 modifie l'art 18 de la loi précédente ainsi : «Toutes les déclarations, interventions, conférences et toutes émissions télévisées doivent être en langue arabe». Il reconduit les dispositions pénales.

L'amendement, sous la pression des événements de Kabylie, de la Constitution algérienne en 2002, rehaussant la langue tamazight à la dignité de langue nationale à côté de la langue arabe, n'a entraîné aucun changement à ce dispositif légal et n'en a prévu aucun pour l'application de cette nouvelle disposition constitutionnelle. La loi d'orientation sur l'éducation nationale de 2008 est le dernier texte connu qui encadre la problématique des langues notamment à travers leur prise en charge dans le système éducatif. Ce texte ne fait pas suite aux dispositions de la Constitution remaniée en 2002 hormis le fait de parler de l'enseignement de la langue tamazight sans en préciser les finalités, cependant. Il ne souffle aucun mot sur l'existence même de la langue arabe algérienne même sous le titre des «langues maternelles».

Les «principes fondamentaux» qui doivent guider «la nouvelle politique éducative», énumérés dans les pages 7, 8, 9, 10 et 11 de ladite loi d'orientation, révèlent la posture sous-jacente quant à la perception officielle de l'identité et des langues en Algérie, notamment l'exclusion de l'arabe algérien et le rôle peu flatteur attribué à tamazight, soit tout ce qui fait l'algérianité :

Au point 1 (p. 7) il est affirmé : «Il s'agit tout d'abord de favoriser la consolidation de la vocation de l'école comme vecteur de l'affirmation de la personnalité algérienne et de la consolidation de l'unité de la nation.»

Plus loin, «l'école algérienne... tire ses fondements des principes fondateurs de la nation algérienne, principes inscrits dans la déclaration de Novembre 1954 ainsi que dans la Constitution et les différentes chartes dont la nation s'est dotée». «L'école doit à cet effet, contribuer à perpétuer l'image de l'Algérie terre d'islam, partie intégrante du Grand Maghreb, pays musulman, arabe, amazigh, méditerranéen et africain...» (p. 7).

L'amazighité n'est qu'une troisième «couche» identitaire en dépit du fait que, historiquement, c'est sur le socle amazigh que s'est construite la personnalité algérienne. Dans l'esprit du législateur, les Algériens étaient d'abord musulmans, puis sont devenus arabes et enfin amazighs ! C'est l'ordre chronologique de l'esprit mythique.

L'expression «l'attachement à son héritage civilisationnel plusieurs fois millénaire», en ne mentionnant pas la nature de cet héritage, insinue une ambiguïté : on penserait à l'amazighité, mais il s'agit moins de cela que d'arabité et d'islamité puisque aussi bien il est mentionné (p. 8) que «les caractéristiques de la nation algérienne ont été ainsi façonnées par l'islam en tant que religion qui a conféré au peuple algérien la dimension fondamentale de son identité».

Islam non seulement en tant que religion, mais aussi «en tant que modèle d'organisation sociale».

Mais si l'islam sature tous les espaces et occupe légalement une position hyperotaxique dans l'école algérienne (v. El-Mestari Djilali, 2010) quel rôle est-il laissé à tamazight et à l'arabe algérien ?

(a) Islam et langue arabe scolaire

Le texte se donne là un contexte pour insister sur le lien entre la langue arabe scolaire et l'islam : «L'attachement à l'islam et aux valeurs de la civilisation arabo-musulmane avec sa composante fondamentale qui est la langue arabe.» (p. 9)

Voilà donc. L'islam est une «dimension fondamentale» et la langue arabe est «une composante fondamentale».

D'aucuns reconnaîtront ici l'idéologie diffusée massivement dans l'Est algérien par l'Association des oulémas (AOMA), puis partout dans le pays, où l'identité algérienne est réduite à l'islam et l'arabité (chaabou el-djazà'iri muslimoun wa ila el-'urubati yantassib, disait un célèbre poème de Ben Badis, chef de cette association mort en 1936 = «le peuple algérien est musulman et à l'arabité il appartient»), sous prétexte de lutte contre le charlatanisme au profit de l'islam vrai (salafisme).

En dépit de son rejet de la lutte pour l'indépendance (pourtant principe fondateur de toute légitimité du pouvoir depuis l'indépendance), qu'elle avait théorisé par les deux concepts de «nationalité ethnique» (arabe), et de «nationalité politique» (française), jusqu'en 1956 où, après le Congrès de la Soummam, elle est forcée à se mettre dans les rangs, cette idéologie des oulémas n'a pas manqué d'imprégner le mouvement nationaliste y compris communiste (v. Mémoires de Chebikh El-Mekki et de Ammar Ouzegane) sur la conception du système éducatif et même sur la pensée universitaire postindépendances. (Fanny Colonna, 2010, p. 31).

On comprend ainsi pourquoi l'enseignement de l'arabe scolaire devient un enseignement apologétique bis du conservatisme religieux. On a l'impression d'être au VIII^e et IX^e siècles quand la constitution de la grammaire arabe classique ne servait qu'à encadrer l'interprétation et la compréhension du texte coranique, à la manière de la grammaire sanskrite. Aujourd'hui encore, on continue à considérer le corpus qui a servi à la formation de la grammaire arabe aux VIII^e et IX^e siècles comme la seule référence, à croire que cette langue est une momie. Sa dictionnaire n'a pas évolué non plus (V. A. Dourari, 2010 ; Mohammed Benrabah, 2009 ; Latifa Al-Sulaiti et Eric Atwell, 2003).

(b) La langue arabe scolaire

Vient ensuite l'arabité (p. 9). «L'arabité en tant que langue, civilisation et culture s'exprime à travers la langue arabe (quelle variété ?) premier instrument pour l'acquisition du savoir dans toutes les étapes de l'enseignement et de la formation.»

Tout est dit. La langue arabe scolaire est préconisée comme la future langue unique du domaine formel.

La concession consistant à insérer la langue tamazight dans les interstices législatifs est tellement visible : quand il est affirmé que «la langue arabe, au même titre que l'islam, constitue avec la langue amazighe le ferment de l'identité culturelle du peuple algérien et un élément essentiel de sa conscience nationale» (p. 9), on marque, dans la foulée, une présence de tamazight qui n'est, en bout de compte, que superfétatoire étant donné la lourde présence, maintes fois réaffirmée dans le texte, de l'islam et de la langue arabe scolaire. Elle n'est en tout cas qualifiée ni de «composante», ni «dimension fondamentale».

On a bien vu citer l'islam et la langue arabe tous seuls (dans un titre), mais tamazight a dû, pour être citée, être bien encadrée par l'islam et l'arabe scolaire. On ferme vite la petite fenêtre de tamazight pour recadrer sur l'arabe scolaire. «L'enseignement de la langue arabe doit être développé pour être une langue de communication dans tous les domaines de la vie et un instrument privilégié de la production intellectuelle.» (p. 10)

[...] «La promotion de l'enseignement de la langue arabe en tant que langue nationale et officielle et facteur de recouvrement de la personnalité algérienne.» (p. 10) La langue arabe doit par conséquent saturer tous les espaces de la communication quotidienne et de tous les domaines et même celui de la personnalité algérienne, censé être celui des caractéristiques anthropologique et historique ! On se demande bien pourquoi il faut une loi de généralisation de l'arabisation, avec une composante pénale si l'Algérien est déjà arabe à la façon de l'arabe scolaire !

L'Algérien doit donc recouvrer sa personnalité, constituée essentiellement d'arabe scolaire et d'islam, qu'il aurait alors perdu ?! Si on ne nous explique pas quand cela s'est passé (c'est la période coloniale française qui est visée), on ne nous explique pas non plus pourquoi tamazight avec l'arabe algérien — véritable socle anthropologique et historique de la personnalité algérienne — visibles pour tous, n'ont pas de rôle à jouer dans ce nécessaire recouvrement de la personnalité algérienne perdue !

(c) Tamazight

«L'amazighité en tant que langue, culture et patrimoine» (p. 10) est le titre suivant censé nous éclairer davantage. Ce titre consacré à tamazight contraste fort avec celui concernant la langue arabe : «L'arabité en tant que langue, civilisation et culture.» Le terme civilisation ne concerne que l'arabe, reléguant tamazight à une simple affaire de patrimoine. Il n'est pas concerné par le «recouvrement» de la personnalité algérienne dont il s'agissait, nécessitant un effort de reconstruction intellectuel et matériel de la part de la nation, mais seulement un effort mnémonique.

En déniait à tamazight le qualificatif de «civilisation», accordé à la «langue arabe», on révèle une sous-estimation de cette langue, culture et civilisation qu'est tamazight ou la berbérity. C'est là, en fait, une haine de soi (V. A. Dourari, 2003-b) constitutive des perceptions des classes dirigeantes issues du parti unique (FLN). Cette berbérity qui, concéderaient les thèses de cette classe politique, remonterait en fait à une souche yéménite, donc arabe ! (V. Dourari A., 1993 ; 2003 (b) ; M. Chafiq, 1989 ; Malika Hachid, 2001)...

On nous dit plus loin qu'elle «est une composante intégrante de la personnalité nationale historique» et que «à ce titre, elle doit bénéficier de toute l'attention et faire objet de promotion et d'enrichissement dans le cadre de la culture nationale». Donc composante «intégrante» et non fondamentale ! Bonnes intentions, syncrétisme culturel ou ruse discursive ? Comment enrichir un patrimoine ?

On découvre au détour d'une expression qui a dû échapper à la vigilance des rédacteurs que les Algériens ont des «langues maternelles» différentes et qu'ils devraient tous avoir intérêt à renouer des liens avec cette langue tamazight. Cette opération se fera «notamment par l'enseignement de l'histoire ancienne de l'Algérie (et du Maghreb) de sa géographie et de sa toponymie» (p.10-11). Mais quelles sont-elles ces langues maternelles ? L'arabe scolaire en fait-il partie ? Ou s'agit-il aussi de tamazight et de l'arabe algérien ?

«L'Algérien, nous dit cette loi, devra pouvoir apprendre cette langue nationale. L'Etat devra mettre en œuvre tous les moyens humains, matériels et organisationnels afin d'être en mesure de répondre progressivement à la demande partout où elle s'exprime sur le territoire national.» (p. 11)

Beaucoup de conditionnels et de modalisations. Ce qui est sûr, c'est que l'enseignement de tamazight régresse à vue d'œil en termes du nombre d'écoles qui l'enseignent et au nombre d'élèves qui suivent cet enseignement sur le territoire algérien.

On le voit bien, les langues maternelles des Algériens ne sont pas nommées. En plus, le fait de citer la langue arabe sans spécifier de quelle variété il s'agit (arabe algérien ou arabe scolaire) insinue que les deux sont confondues.

La langue française, qui fait évidemment partie du paysage linguistique algérien, notamment du domaine formel, est passée sous silence (V. Merdaci Abdellali, 2011 : p. 08-09). Ce n'est que bien plus tard (en p14) qu'on en parle dans un chapitre consacré aux langues étrangères.

(d) Les langues étrangères

La question est abordée sous le titre «de développer l'enseignement des langues étrangères afin que l'élève algérien maîtrise réellement, au terme de l'enseignement fondamental, deux langues étrangères, tout en veillant à leur complémentarité avec la langue arabe...» Suivra un long argumentaire sur l'ouverture» nécessaire de l'école et son «intégration au mouvement universel de progrès», puis sur la «tendance mondiale en matière d'enseignement dans un monde structuré autour de la communication et du»... Après avoir établi une véritable citadelle discursive autour de «la personnalité algérienne», faite d'arabe scolaire et d'islam «fondamen-

talement» et des traces mnémoniques de tamazight, le législateur a cru enfin pouvoir ouvrir les horizons pour participer au mouvement du monde en matière «d'éducation plurilingue». Ce discours propitiatoire est censé légitimer l'enseignement des langues étrangères. Ainsi est-il affirmé qu'une «politique rationnelle et avisée des langues étrangères qui tienne compte des seuls intérêts de l'apprenant algérien et de la place de l'Algérie dans le concert des nations, doit être mise en œuvre pour pouvoir accéder à la science, à la technologie et à la culture universelle» (p.15).

Puis une assertion lourde de sens : «le monolinguisme ne peut contribuer au développement du pays», car, affirme-t-il, «il ne permet ni l'ouverture sur le monde ni l'accès aux savoirs et aux connaissances scientifiques élaborées ailleurs...».

On voit très bien le syncrétisme auquel le législateur a été contraint. Concilier deux tendances contraires : le repli sur un soi mythique avec l'obligation de la généralisation du monolinguisme à base d'arabe scolaire et l'ouverture sur l'autre et sur les sciences avec le plurilinguisme. Sous le chapitre dispositions communes (p41) il est affirmé dans l'article 33 que «l'enseignement est dispensé en langue arabe à tous les niveaux d'éducation, aussi bien dans les établissements publics que dans les établissements privés...».

Dans l'article 34, il est affirmé que «l'enseignement de la langue tamazight est introduit dans le système éducatif pour répondre à la demande exprimée sur le territoire national. Les modalités de cet article seront fixées par voie réglementaire» (p43).

Quant à l'article 35, il stipule que «l'enseignement des langues étrangères est assuré dans des conditions fixées par voie réglementaire».

La loi n'a pas jugé utile d'explicitier, comme c'est le cas pour la langue scolaire, les modalités d'enseignement de tamazight et des langues étrangères.

Un autre moyen par lequel est creusé le déséquilibre entre les langues dans le système éducatif algérien au profit de la langue arabe scolaire en dépit des déclarations d'intention sur le plurilinguisme et sur la demande d'enseignement de tamazight sur le territoire national.

(e) Les institutions de prise en charge des langues

La politique linguistique se lit aussi de manière plus concrète à travers le dispositif institutionnel mis à disposition des langues, notamment celles de l'arabe scolaire et de tamazight.

La langue française et la langue arabe scolaire sont prises en charge notamment à travers un grand nombre d'institutions universitaires (départements universitaires spécialisés) à travers le territoire national. L'essentiel de la presse écrite se fait en langue arabe scolaire et en français, ce qui donne à leur présence un caractère imposant dans la sphère des médias («médiasphère» comme logosphère visible et audible) et dans la société. La langue arabe scolaire jouit en plus d'une académie (AALA) et d'un conseil supérieur (CSLA) sous tutelle de la présidence de la République. Tamazight est par conséquent le parent pauvre.

Le Haut- Commissariat à l'amazighité, institution symbolique et politique sous tutelle de la présidence de la République, n'a plus de haut-commissaire depuis plusieurs années. Le CNPLET est mis sous tutelle du ministère de l'Education nationale, institutionnellement non concerné par la recherche scientifique, et ne peut effectivement pas recruter des chercheurs.

(1) Les langues nationales :

Les langues nationales, arabe scolaire et tamazight, ne sont, cependant, pas servies de manière équitable par l'Etat : La langue arabe, mieux dotée que sa sœur jumelle, est enseignée partout et toutes les matières sont enseignées en elle. Outre les académies et institutions culturelles et religieuses internationales et des autres Etats arabes, elle dispose en Algérie d'une académie, d'un conseil supérieur, de plusieurs départements universitaires et de centres de recherche pluridisciplinaires relevant soit de la présidence de la République soit de l'enseignement supérieur... Elle dispose aussi du puissant et omniprésent réseau de mosquées et d'un puissant lobby comme l'association de défense de la langue arabe.